

Suède

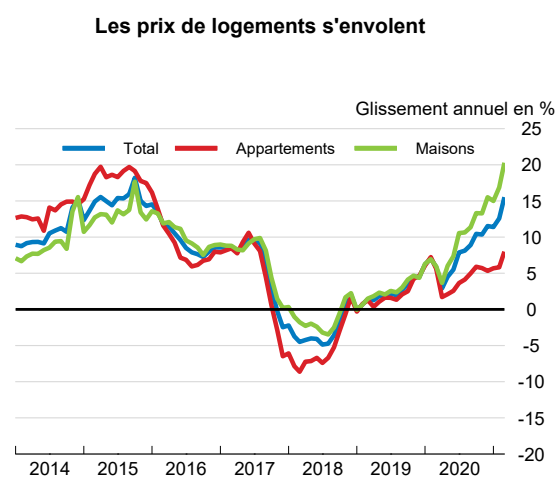
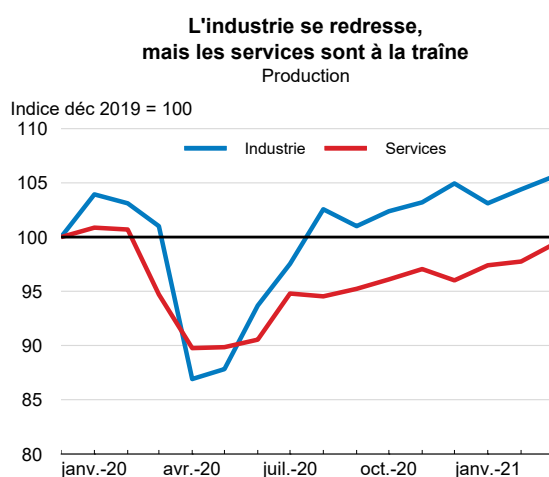
L'économie suédoise rebondit et son PIB devrait enregistrer une croissance proche de 4 % en 2021 et de 3 ½ pour cent en 2022, grâce à l'augmentation des exportations, qui stimule la production manufacturière et l'investissement, et au soutien budgétaire et monétaire de grande ampleur apporté à l'activité. Au cours du premier semestre de 2021, les restrictions liées à la pandémie et les comportements spontanés de distanciation physique ont freiné la reprise dans les services nécessitant des interactions en face à face, mais l'assise de la croissance s'élargira au second semestre. Le chômage devrait refluer progressivement. L'inflation devrait rester inférieure à l'objectif de 2 % tout au long de 2021 et de 2022.

La politique monétaire demeurera très accommodante, mais les possibilités d'assouplissement supplémentaire de son orientation sont limitées. Le chômage partiel ainsi que plusieurs dispositifs d'aide aux entreprises ont atténué l'impact de la crise, et d'autres mesures de soutien budgétaire sont mises en œuvre en 2021. Il est prévu que ces aides soient progressivement supprimées une fois la pandémie sous contrôle et la reprise bien installée. Le retour à l'objectif d'excédent budgétaire devrait être très graduel. Il faudra que la politique monétaire reste accommodante jusqu'à ce que l'inflation soit durablement proche de l'objectif visé, sur fond d'expansion économique soutenue.

La Suède est confrontée à une troisième vague d'infections par le COVID-19

Le nombre d'infections quotidiennes est proche du deuxième pic épidémique de décembre 2020 et les unités de soins intensifs sont sous pression. Les mesures de distanciation varient selon les régions. En janvier 2021, les autorités sanitaires suédoises ont durci les mesures de restriction, réduisant les horaires d'ouverture de certaines entreprises, limitant le nombre de clients dans les commerces et d'autres lieux recevant du public, et suspendant certaines activités. À la date du 21 mai, 42 % de la population adulte avait reçu au moins une dose de vaccin. L'objectif est que tous les adultes aient été vaccinés d'ici au 15 août.

Suède



Source: Statistics Sweden (Statistiska centralbyrån) ; et Valueguard.

StatLink  <https://stat.link/mgaun8>

Suède : Demande, production et prix

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
	Prix courants milliards de SEK	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2019)				
Suède						
PIB aux prix du marché	4 624.2	2.1	1.4	-3.0	3.9	3.4
Consommation privée	2 114.2	1.9	1.2	-4.7	3.2	4.6
Consommation publique	1 203.4	1.1	0.3	-0.9	2.1	0.8
Formation brute de capital fixe	1 163.2	1.4	-3.0	0.3	4.8	4.3
Demande intérieure finale	4 480.8	1.5	-0.1	-2.4	3.3	3.5
Variation des stocks ¹	27.3	0.3	-0.1	-0.8	-0.3	0.0
Demande intérieure totale	4 508.1	1.8	-0.3	-3.1	3.0	3.5
Exportations de biens et services	2 021.9	4.5	4.9	-5.6	10.7	4.6
Importations de biens et services	1 905.8	4.0	1.4	-6.2	9.3	5.0
Exportations nettes ¹	116.1	0.3	1.7	0.0	1.0	0.1
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	2.4	2.7	1.5	1.5	1.0
Indice des prix à la consommation ²	—	2.0	1.8	0.5	1.6	1.4
IPC sous-jacent ³	—	2.1	1.7	0.5	1.7	1.4
Taux de chômage ⁴ (% de la population active)	—	6.3	6.8	8.3	8.4	7.5
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	13.4	16.1	17.9	15.1	13.3
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	0.8	0.6	-3.1	-3.3	-1.6
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	—	38.9	35.0	39.9	39.9	39.4
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	2.6	5.1	5.2	6.4	6.2

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. L'indice des prix à la consommation tient compte des charges au titre des intérêts hypothécaires.

3. Indice de prix à la consommation à taux d'intérêt fixes.

4. Les séries historiques comme les prévisions sont basées sur une définition du chômage couvrant les 15-74 ans, y compris les étudiants à plein temps à la recherche d'un emploi et disponibles pour travailler. La rupture dans les séries chronologiques résultant de l'adaptation des enquêtes suédoises sur les forces de travail au nouveau cadre réglementaire de l'UE à partir de 2021 n'a pas été prise en compte dans les projections.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 109.

StatLink  <https://stat.link/3w5bv1>

L'activité manufacturière rebondit, mais la pandémie continue de freiner les services

Le dynamisme des exportations tire vers le haut la production industrielle, qui a déjà dépassé son niveau d'avant la crise. La confiance des entreprises du secteur manufacturier est nettement supérieure à son niveau moyen antérieur. Parallèlement, les restrictions liées à la pandémie et les comportements spontanés de distanciation physique freinent l'activité dans les services nécessitant des interactions en face à face. Les données de Google sur la fréquentation des commerces et des lieux de loisirs montrent qu'elle reste inférieure de près de 20 % à la normale. Dans les services, la confiance demeure faible, notamment dans l'hôtellerie et la restauration.

Les politiques budgétaire et monétaire soutiennent fortement l'économie

Les mesures discrétionnaires liées à la pandémie inscrites au budget se montent à 259 milliards SEK (5 % du PIB) en 2021, contre 161 milliards SEK (3.3 % du PIB) en 2020. Dans le cadre du dispositif de chômage partiel, des aides plus importantes seront octroyées jusqu'à la mi-2021, et les employeurs peuvent désormais prétendre à une prise en charge de 60 % des coûts de formation pour les salariés dont le nombre d'heures de travail a été réduit. Le gouvernement aide les entreprises qui ont perdu une grande partie de leur chiffre d'affaires pendant la pandémie, notamment en couvrant jusqu'à 100 % leurs coûts fixes, à concurrence de 75 millions SEK (7.4 millions EUR) par mois et par entreprise. Les dépenses de santé ont fortement augmenté, notamment pour le dépistage, la vaccination, la prévention et les soins aux personnes âgées. Le nombre de places disponibles dans le système d'enseignement et de formation s'accroît, parallèlement à la mise en œuvre d'initiatives d'enseignement et de formation ciblées sur les groupes vulnérables, ainsi que d'autres mesures visant à améliorer l'appariement entre les offres et les demandes d'emploi.

La politique monétaire reste très accommodante et le taux directeur devrait être maintenu à zéro au moins jusqu'à la fin de 2023. À la date du 30 avril 2021, la Banque de Suède (Sveriges Riksbank) avait consacré l'équivalent de 3.3 % du PIB environ à l'octroi de prêts aux entreprises par l'intermédiaire des banques, et 9.9 % du PIB à un programme étendu d'achats de titres, dont des obligations hypothécaires et des obligations d'entreprises.

La reprise devrait s'accélérer après l'assouplissement des mesures de distanciation

Le dynamisme des exportations continuera d'alimenter la croissance et stimulera l'investissement des entreprises. L'investissement et la consommation des administrations publiques soutiendront également la reprise. L'assouplissement des mesures de distanciation se traduira par un redressement de la consommation privée, que favoriseront le rattrapage de la demande et le niveau élevé des prix des actifs. La forte augmentation des prix des logements devrait également tirer vers le haut l'investissement résidentiel. Le chômage devrait diminuer progressivement, à mesure que l'activité économique repartira et que les mesures axées sur le marché du travail et la formation faciliteront l'appariement entre offres et demandes d'emploi. L'inflation restera probablement inférieure à l'objectif de 2 %, compte tenu des hausses de salaires modérées prévues par les conventions collectives et de la persistance d'un volant de ressources inutilisées dans certains pans de l'économie.

Une appréciation de la couronne suédoise exercerait des pressions supplémentaires à la baisse sur l'inflation. La hausse des prix des logements et l'augmentation de la dette des ménages, à partir de niveaux déjà élevés, accentuent les risques financiers et macroéconomiques. Le rétablissement, à partir de septembre 2021, de l'obligation d'amortissement des emprunts hypothécaires, qui avait été suspendue pendant la pandémie, est une bonne chose. Si l'envolée des prix des logements devait se poursuivre, d'autres mesures devraient être envisagées pour tempérer le marché de l'immobilier d'habitation, comme un abaissement des quotités de financement (ratios prêt/valeur du bien) applicables aux crédits hypothécaires ou des ratios dette/revenu, une augmentation des impôts sur la propriété immobilière, ou une suppression progressive de la déductibilité fiscale des intérêts d'emprunt hypothécaire, ainsi que des mesures destinées à simplifier les procédures d'urbanisme.

Les pouvoirs publics devraient continuer de soutenir l'économie jusqu'à ce que la reprise soit bien installée

Le gouvernement devrait continuer à aider les ménages et les entreprises jusqu'à ce que les mesures de distanciation soient assouplies, et à soutenir la demande jusqu'à ce que la reprise s'affermisse. Les investissements dans l'éducation et la formation et les mesures axées sur le marché du travail permettront de disposer des compétences nécessaires à l'expansion de certaines activités, notamment dans l'économie verte et numérique, et contribueront à faire reculer le chômage. Des investissements supplémentaires destinés à accélérer la transition écologique pourraient stimuler la croissance. Si la reprise se révélait moins vigoureuse que prévu, les autorités pourraient encore accentuer l'orientation expansionniste de la politique budgétaire pour soutenir la demande, étant donné que les marges de manœuvre disponibles sont limitées en matière de politique monétaire et que la dette publique reste modeste.



Extrait de :

OECD Economic Outlook, Volume 2021 Issue 1

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/edfbca02-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2021), « Suède », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2021 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/d46250f7-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :

<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.